



Solidaires
Finances
Publiques



Loi Fonction Publique : arrêtons-les, maintenant !

Avec la loi de « transformation de la Fonction Publique », le gouvernement a décidé de frapper fort et vite en s'attaquant frontalement aux fonctionnaires. Ce projet porte une atteinte grave au service public. C'est aussi « une boîte à outils » pour les restructurations massives en cours et à venir dans nos ministères avec leurs milliers de suppressions d'emplois.

Le projet de loi sur la Fonction publique prévoit :

- des recrutements de contractuels, y compris sur des emplois de titulaires,
- des contrats de mission et une précarité accrue,
- la rupture conventionnelle, comme dans le privé,
- des dispositifs de mobilité forcée (avec des détachements d'office vers d'autres administrations, statuts et entités de type « agences »),
- la généralisation de la rémunération individualisée (RIFSEEP) et à la « tête du client »,
- des plans de départ « volontaire » de fonctionnaires touchés par les restructurations,
- la suppression des Comités Techniques et des CHSCT,
- la suppression des CAP mutations et promotions alors que celles-ci ont toujours garanti une application équitable des règles.

LA DGFIP EST DIRECTEMENT SOUS LA MENACE :

- ➔ d'un plan massif de suppressions d'emplois (de 20 000 à 30 000 envisagées d'ici 2022),
- ➔ d'une réduction du champ des missions (externalisations),
- ➔ d'une concentration extrême du réseau territorial avec mise en œuvre du « Front Office/Back Office »,
- ➔ d'une déréglementation, déjà entamée, des règles de gestion.

Mais notre Directrice refuse de nous répondre à toutes ces questions, pourtant dans notre département toutes les structures vont être touchées. La géographie revisitée aura pour conséquence la fin du service public de proximité pour mettre à la place des MSAP ou plutôt des coquilles vides de personnels pour répondre aux questions quotidiennes des usagers.

Nous réaffirmons les revendications suivantes :

- Ouverture de véritables négociations sur le pouvoir d'achat des salariés du public comme du privé ;
- Retrait du projet de transformation de la fonction publique.
- Arrêt des suppressions d'emplois ;
- Arrêt des restructurations ;
- Retrait du plan de déconcentration de proximité ;

Dans ce climat de démantèlement de la DGFIP, la participation à la grève du 9 mai 2019 est incontournable.

Car c'est tous ensemble que nous pouvons gagner, défendons ensemble nos valeurs du service public...

**RDV le 9 mai 2019 à 9h30
devant le site Cruveilha**

